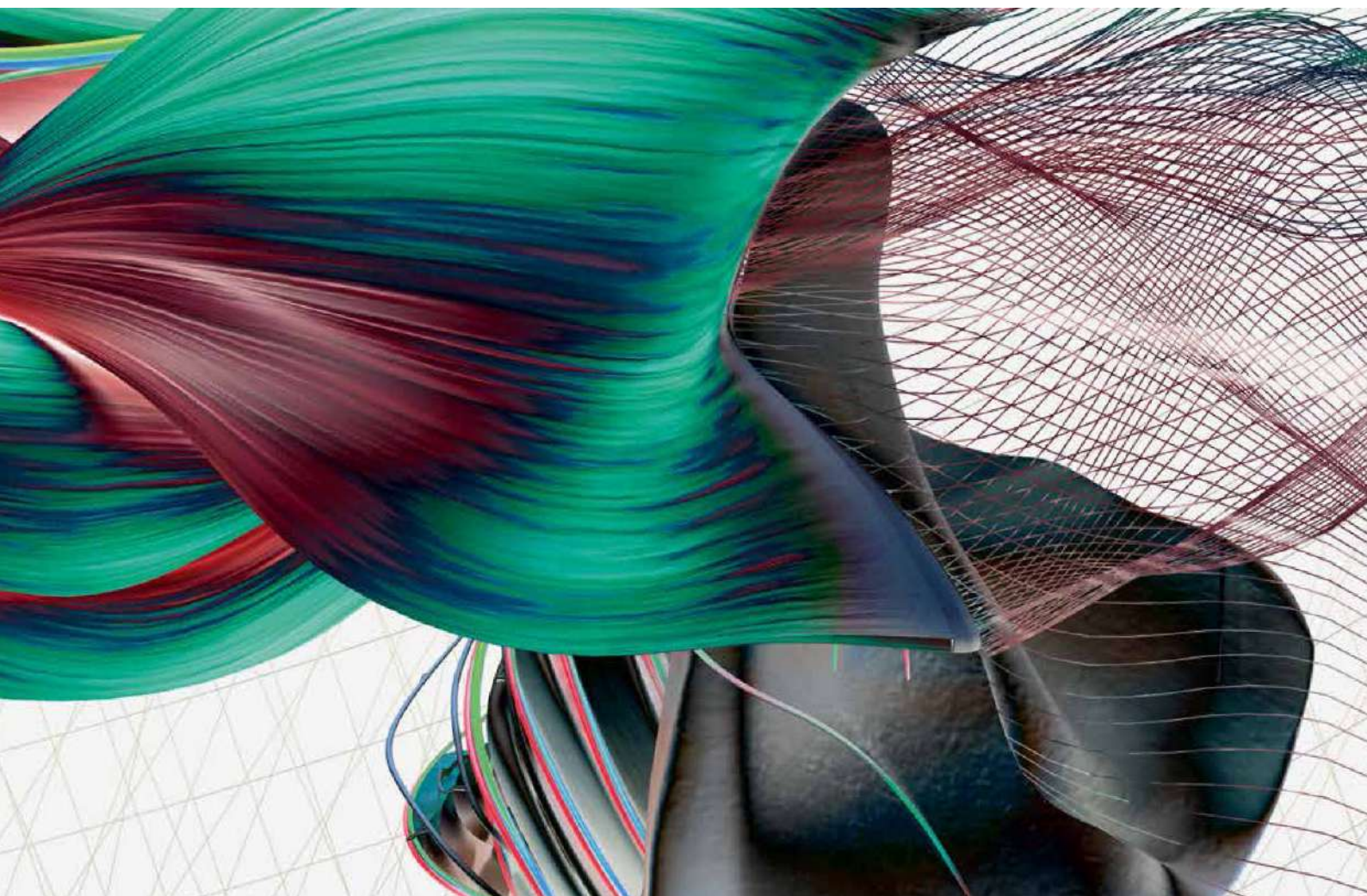


FORUM DES 100

SOPHIA 2017

SYSTÈME DE SANTÉ
ET MÉDECINE PERSONNELLE





ENQUÊTE RÉALISÉE
AUPRÈS DE **348 LEADERS**
D'OPINION
ET DE **1282 PERSONNES**
REPRÉSENTATIVES

TABLE DES MATIÈRES

FICHE TECHNIQUE

INTRODUCTION

CHAPITRE 1

LE SYSTÈME DE SANTÉ

CHAPITRE 2

LA MÉDECINE
PERSONNALISÉE

CHAPITRE 3

BAROMÈTRE SOPHIA
SUR L'ÉTAT
DE LA SUISSE



FICHE TECHNIQUE SOPHIA 2017

L'étude SOPHIA 2017 initiée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public à raison de 538 Romands, 538 Alémaniques et 206 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Cette disproportionnalité permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région (4,3% pour la Romandie et la Suisse alémanique et $\pm 7,0\%$ pour le Tessin). Une pondération mathématique permet de re-

trouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux (marge d'erreur $\pm 2,8\%$). Ces 1290 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 18 mars.

D'autre part, SOPHIA consulte 348 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent

dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire auto administré postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de $\pm 5,3\%$.



SYSTÈME DE SANTÉ ET MÉDECINE PERSONNELLE

En lien avec le Forum des 100 organisé par notre partenaire *Le Temps*, Sophia s'est intéressée cette année au système de santé suisse, plus particulièrement à ses coûts, ainsi qu'à la médecine personnelle en plein développement depuis quelques années.

Concernant le système de santé, il ressort tout d'abord une excellente et unanime appréciation non seulement du système global, mais également de la qualité des soins en général. La Suisse se place ainsi clairement parmi les meilleurs pays de la planète sur ce point lorsque l'on compare les résultats de Sophia avec ceux d'études internationales telles que l'«International Health Policy Survey 2016» du Commonwealth Fund.

Très gros bémol cependant: les coûts, trop élevés pour les deux tiers des ménages, quels que soient la région linguistique et le type de revenu, même si, logiquement, ce sont les foyers modestes qui s'en plaignent le plus. En outre, l'optimisme n'est absolument pas de mise lorsqu'on demande aux répondants s'ils pensent que l'on arrivera prochainement à réduire ou, au moins, à limiter l'augmentation continue des frais de santé pour les foyers: seul un tiers répond par l'affirmative au sein de la population et, pire, tout juste un quart des leaders, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ce n'est donc guère encourageant de la part des décideurs mais, semble-t-il, assez lucide de leur part, notamment puisque gauche et droite s'opposent presque systématiquement sur les solutions envisageables, et souvent très fortement, ce qui rend très difficile l'établissement de consensus. L'idée d'une caisse maladie unique pour la LAMaL en est le meilleur exemple, idée qui, en revanche,

obtient une majorité d'avis favorables dans les trois régions linguistiques au sein de la population et semble donc plaire davantage qu'auparavant à cette dernière.

En ce qui concerne la médecine personnelle, c'est encore un thème très récent pour la population qui reste globalement très prudente, comme les leaders d'ailleurs, quant aux possibilités qui s'offrent à elle avec ce développement de la médecine. Les répondants, quels qu'ils soient, se montrent surtout très préoccupés des dérives éventuelles que pourraient impliquer la détention de données génétiques individuelles par des entreprises, tout particulièrement par les caisses maladie.

Sinon, le baromètre Sophia à propos de l'état de la Suisse confirme la tendance de l'an dernier: des leaders toujours aussi optimistes, mais un enthousiasme en baisse au sein de la population, principalement inquiète pour l'avenir des retraites ainsi que, dans une moindre mesure, à propos de la paix du travail et des conditions de travail en Suisse. Enfin, sans surprise, l'idée d'une adhésion à l'UE reste étrangère à la population comme aux leaders, sauf ceux de gauche.

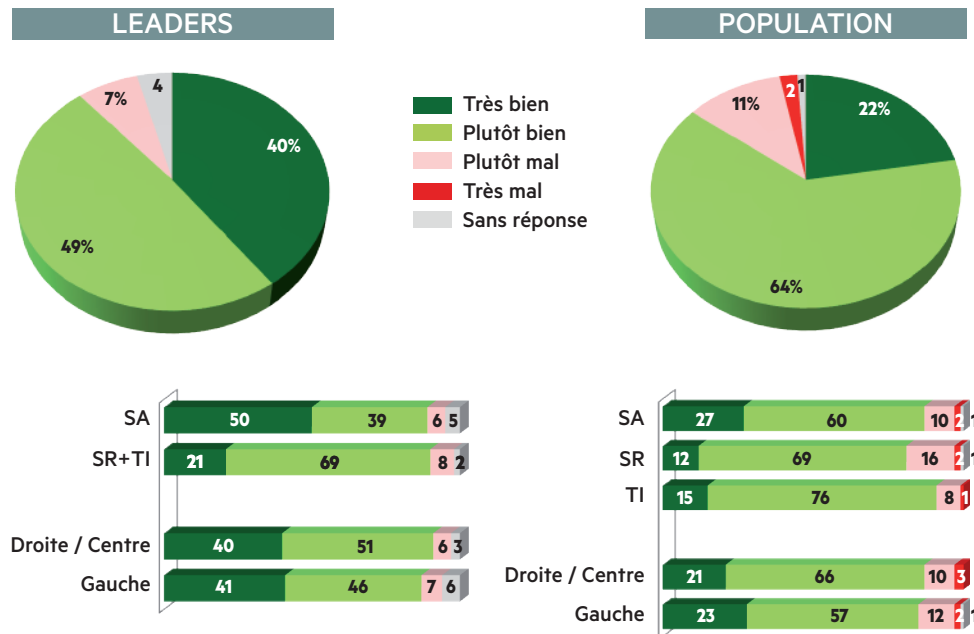
L'institut MIS Trend tient ici à remercier chaleureusement tous les leaders qui lui répondent fidèlement ainsi que la population, toujours intéressée par ses sondages. Ensemble, ils offrent un éclairage passionnant sur les courants de pensée en Suisse.

Mathias Humery & Corina Fleischhacker
Chercheurs chez M.I.S Trend
Institut de recherches économiques et sociales



1 LE SYSTÈME DE SANTÉ ET SES COÛTS

Comment évaluez-vous globalement le système de santé suisse? Diriez-vous que ce système fonctionne...?

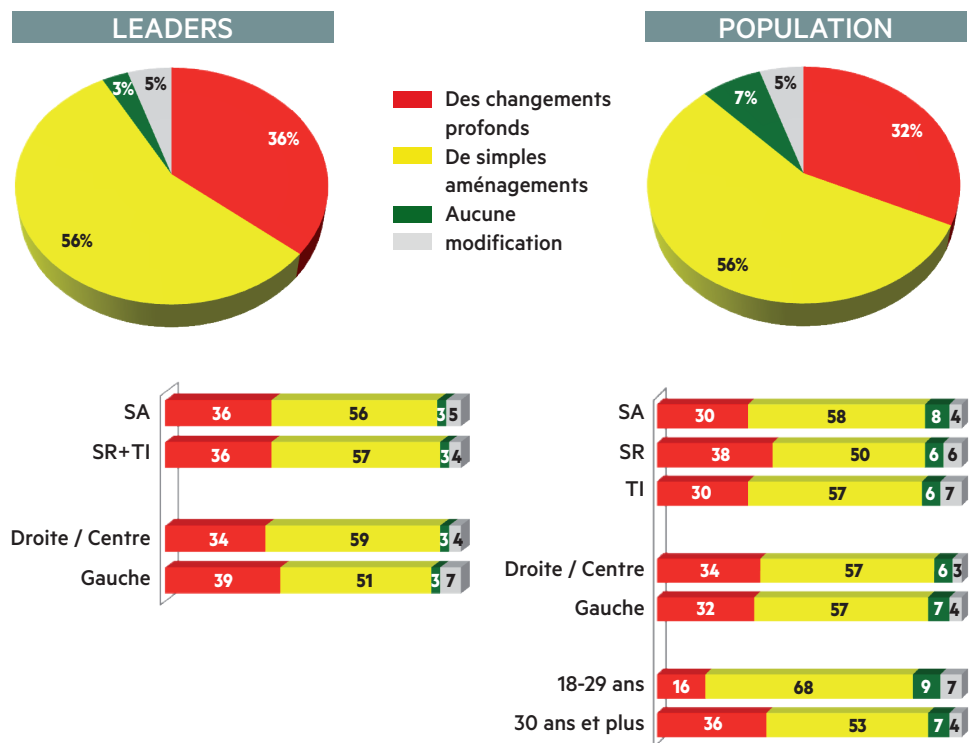


On aurait pu penser que la valse annuelle des augmentations de primes d'assurance maladie impacterait fortement l'appréciation du système de santé suisse ; il n'en est cependant rien puisque plus de 9 répondants sur 10 au sein de la population et chez les leaders estiment que le système fonctionne bien à très bien. L'enthousiasme est cependant plus marqué chez les leaders (40% contre 22%), l'écart avec la population étant principalement dû aux opinions plus nuancées des personnes appartenant à un foyer dont le revenu est plutôt modeste, coûts de la santé obligent.

Que ce soit au sein de la population ou, surtout, chez les leaders, les Alémaniques se révèlent beaucoup plus affirmatifs que les Latins, qui sont plus nombreux à nuancer leur réponse et à considérer que le système de santé suisse fonctionne, certes, mais pas très bien (69% des leaders romands et tessinois et 69% du public romand ainsi que 76% des Tessinois).

En revanche, les leaders de droite ou de gauche s'expriment de la même manière, constat globalement le même dans la population où les personnes de gauche sont tout de même un peu plus positives.

Pensez-vous que le système de santé suisse nécessite...?



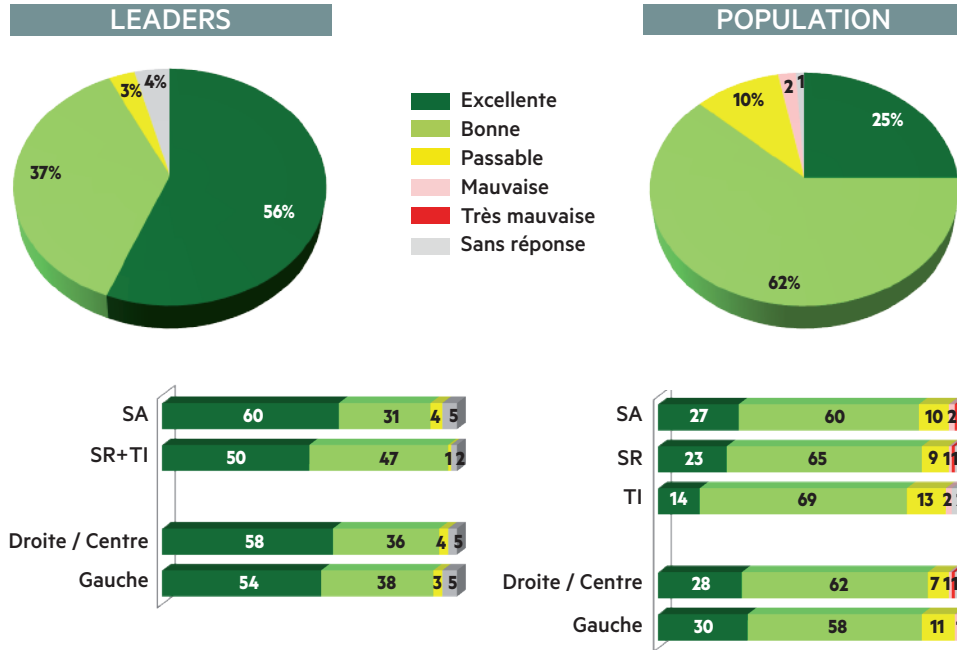
Logiquement, compte tenu du résultat précédent, une majorité de près de 60%, tant chez les leaders que dans la population, considère que le système de santé suisse nécessite de simples aménagements (voire aucune modification pour 3% des leaders et 7% du grand public). Ces chiffres sont en parfaite conformité avec ceux de l'étude «International Health Policy Survey 2016» du Commonwealth Fund qui révélaient alors une appréciation de même niveau du système de santé, qui plus est en hausse de 12% par rapport à 2010, la Suisse se situant ainsi dans le trio de tête (sur 11 pays), à égalité avec l'Allemagne et la Norvège.

Comme auparavant, la droite et la gauche s'expriment de la même manière, que ce soit chez les leaders ou dans le grand public. En outre, les résultats sont globalement les mêmes dans toutes les régions linguistiques, même si, au sein de la population, les Romands sont un peu plus nombreux qu'ailleurs à estimer que des changements profonds sont nécessaires. Enfin, les moins de 30 ans ne sont que 16% à s'exprimer ainsi, sans doute essentiellement par méconnaissance du système (heureusement pour eux!), mais peut-être également parce qu'ils sont nombreux à ne pas encore devoir assumer les frais de primes d'assurance maladie.

Du côté de la population, on demande spontanément en premier lieu des primes d'assurance et des médicaments moins chers et, dans une moindre mesure, une caisse maladie unique ; les leaders pensent tout d'abord à la réforme du système de financement ainsi qu'au fait qu'il faut responsabiliser les assurés, changer leur comportement.



De manière générale, comment évaluez-vous la qualité des soins en Suisse?

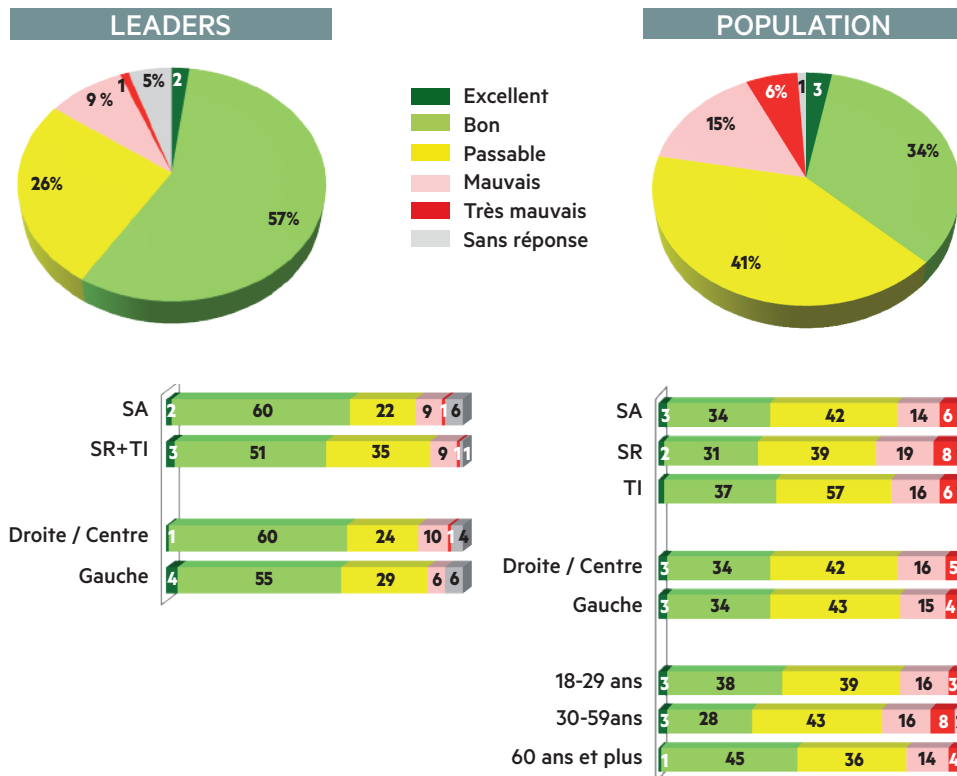


Si le système de santé fonctionne bien, encore faut-il que la qualité soit également au rendez-vous, ce qui est clairement le cas pour la quasi-totalité des leaders et près de 90% du grand public. Cependant, là aussi, les leaders sont nettement plus affirmatifs, près des deux tiers estimant que les soins en Suisse sont excellents, contre un quart de la population qui partage cet avis.

Comme précédemment, ces résultats confirment ceux de l'«International Health Policy Survey 2016» qui plaçait alors la Suisse clairement en tête pour la qualité des soins par rapport à 11 autres pays, seuls le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'étant que peu distancés.

Encore une fois, la tendance politique n'influence en rien la perception de la qualité des soins, alors que la provenance linguistique met en évidence un plus grand enthousiasme des Alémaniques par rapport aux Latins, surtout par rapport aux Tessinois, dans la population. Par contre, jeunes et moins jeunes évaluent presque exactement de la même manière la qualité des soins.

Si vous deviez estimer le rapport coûts/qualité des soins en Suisse, diriez-vous que ce rapport est...?

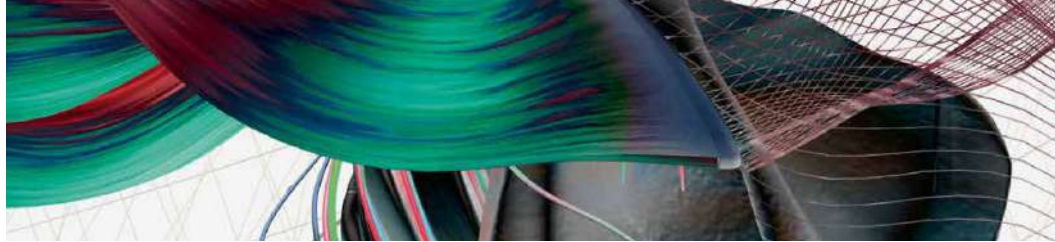


L'appréciation de la qualité des soins baisse sensiblement lorsqu'on la met en rapport avec les coûts. Ainsi, seule une très faible minorité des leaders (2%) et du grand public (3%) considère ce rapport coûts/qualité comme excellent. D'autre part, si près de 60% des leaders le jugent bon, ce n'est le cas que d'un tiers de la population parmi laquelle 4 personnes sur 10 le jugent tout juste passable.

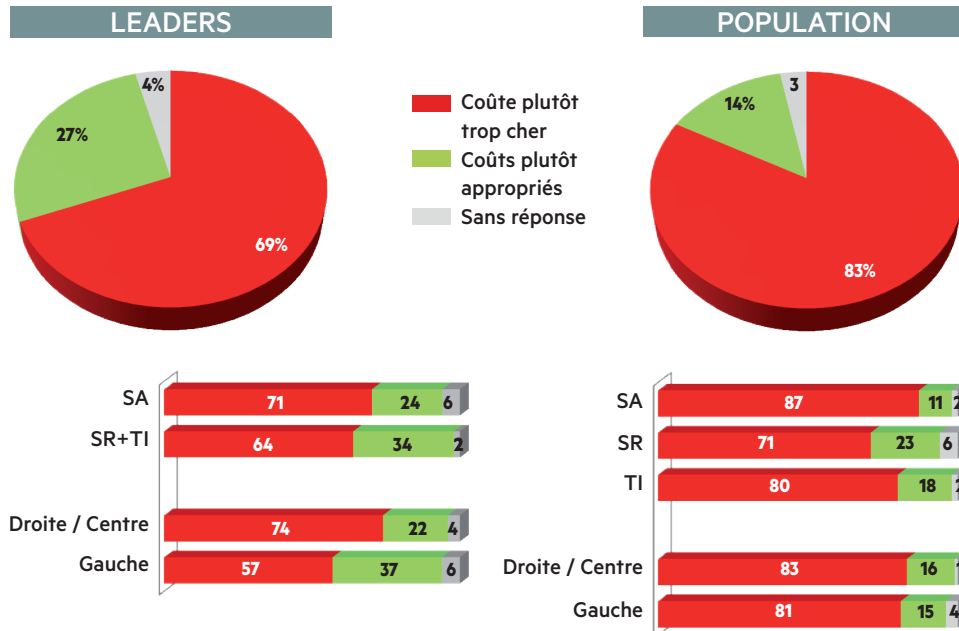
Quelles que soient la région linguistique ou la tendance politique, l'ensemble de la population se montre ainsi nettement plus sensible que les leaders aux frais engendrés par les soins médicaux. Cependant, il faut encore souligner que les plus critiques se révèlent être très clairement les 30-59 ans, soit l'essentiel de la population active payant des primes d'assurance élevées tout en recourant moins fréquemment que leurs aînés à des soins importants.

Parmi les leaders, on ne relève pas non plus de clivage entre régions ou entre la droite et la gauche, chaque sous-groupe étant sensiblement moins sévère chez eux que le même sous-groupe au sein de la population.

1 LE SYSTÈME DE SANTÉ ET SES COÛTS



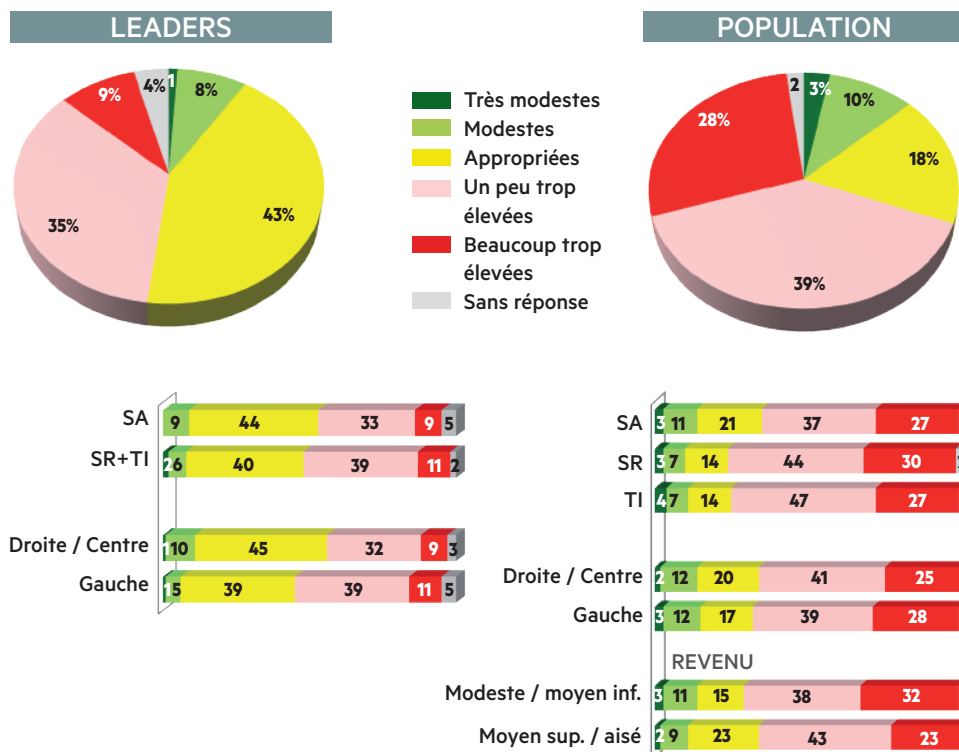
De manière générale, selon vous, la médecine coûte-t-elle aujourd'hui plutôt trop cher par rapport à la qualité des soins prodigués et aux vies sauvées ou pensez-vous que ces coûts sont plutôt appropriés, justifiés?



En définitive, leaders et population se rejoignent tout de même sur l'idée que la médecine coûte aujourd'hui trop cher par rapport à la qualité des soins et aux vies sauvées, avis exprimé par 69% des leaders et 83% du grand public.

Les Alémaniques en sont un peu plus convaincus, surtout dans la population et surtout par rapport aux Romands. Chez les leaders, pour une fois, la droite et la gauche ne sont pas complètement d'accord, la première jugeant à 74% que les coûts sont trop importants contre 57% pour la deuxième, ce qui représente tout de même également une majorité assez claire.

Les dépenses totales liées à la santé sont-elles, pour votre ménage...?



Que ce soit chez les leaders ou dans la population, environ 10% des répondants déclarent que les dépenses liées à la santé sont modestes ou très modestes pour leur ménage. En revanche, si 43% des leaders jugent ces mêmes dépenses appropriées, ils ne sont que 18% à le penser dans le grand public. Au sein de ce dernier, on recense donc une large majorité de deux tiers estimant que les dépenses de santé sont trop importantes pour leur ménage, et même beaucoup trop pour 28%. Chez les leaders, 44% les jugent trop élevées, proportion nettement plus basse mais tout de même déjà conséquente.

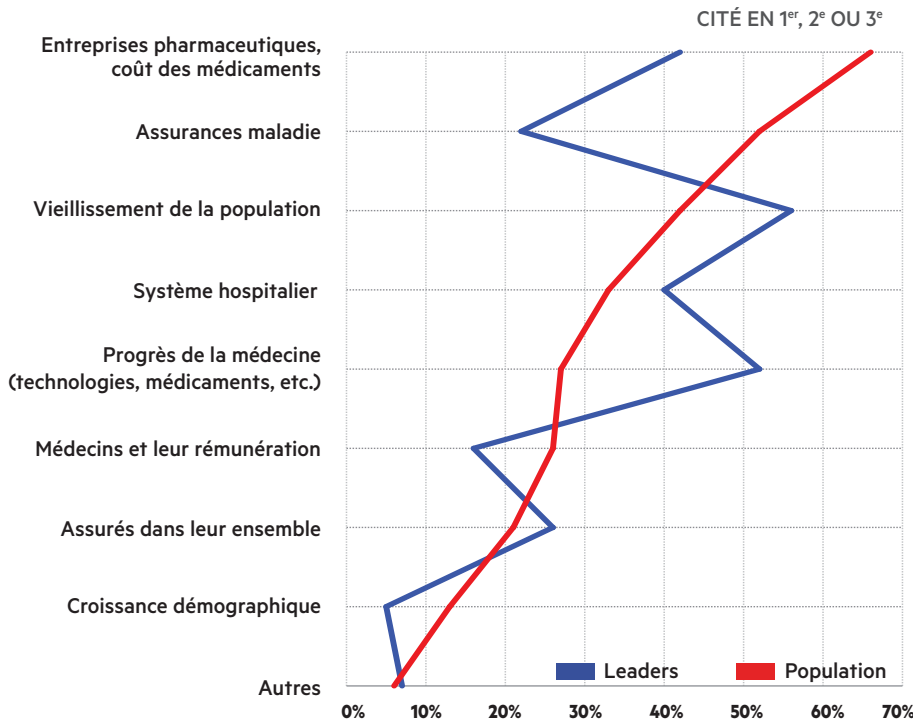
Il faut d'ailleurs souligner que, dans la population, s'il y a bel et bien un écart d'appréciation entre les foyers en fonction du revenu, il n'est cependant pas très important et indique bien que la problématique des coûts trop élevés de la santé concerne tous les types de ménages.

Enfin, les ménages latins sont un peu plus préoccupés par les dépenses de santé que les alémaniques, surtout au sein de la population.



1 LE SYSTÈME DE SANTÉ ET SES COÛTS

Chaque année, les coûts de la santé ne cessent d'augmenter en Suisse. Parmi ces différents acteurs, quel est celui qui joue, selon vous, le plus grand rôle dans cette augmentation?

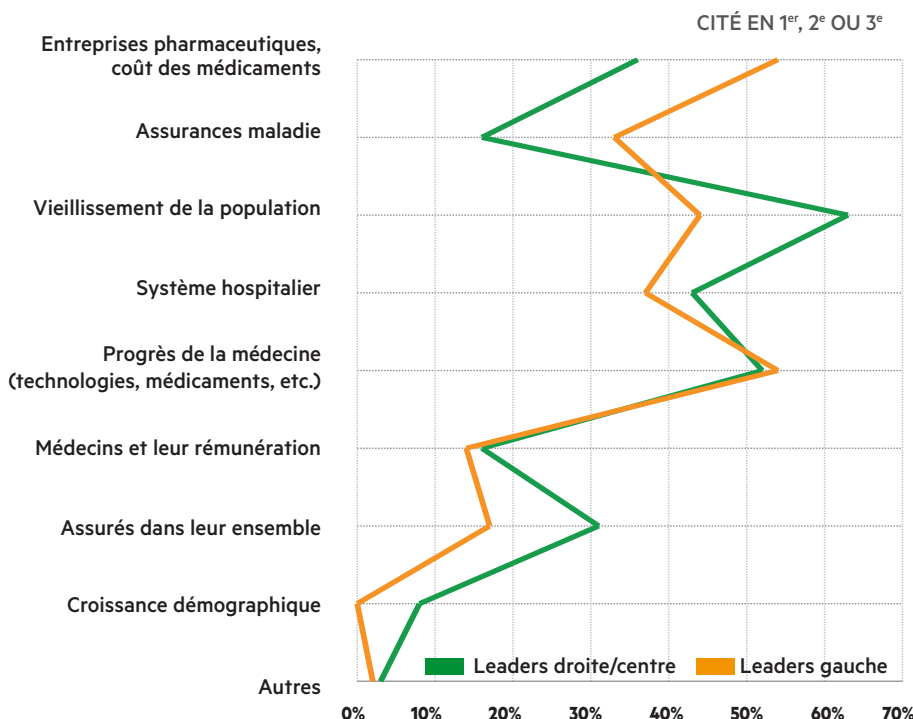


Lorsqu'il s'agit de déterminer quels sont les acteurs qui jouent le plus grand rôle dans l'augmentation des coûts de la santé, population et leaders s'opposent de manière forte: là où le grand public pointe principalement du doigt les entreprises pharmaceutiques et les assurances maladie (respectivement 66% et 52% les placent dans le trio de tête), les leaders mentionnent avant tout le vieillissement de la population (56%) ainsi que les progrès de la médecine (52%).

Chez les leaders, les entreprises pharmaceutiques et le système hospitalier complètent le podium, à égalité, alors que c'est le vieillissement de la population qui prend la 3^e place dans la population.

Plus loin, malgré les remarques mentionnées spontanément aux questions précédentes, ils ne sont qu'un peu plus de 20% dans les deux groupes à incriminer les assurés, pourcentages très proches de ceux concernant les médecins et leur rémunération.

Chaque année, les coûts de la santé ne cessent d'augmenter en Suisse. Parmi ces différents acteurs, quel est celui qui joue, selon vous, le plus grand rôle dans cette augmentation?

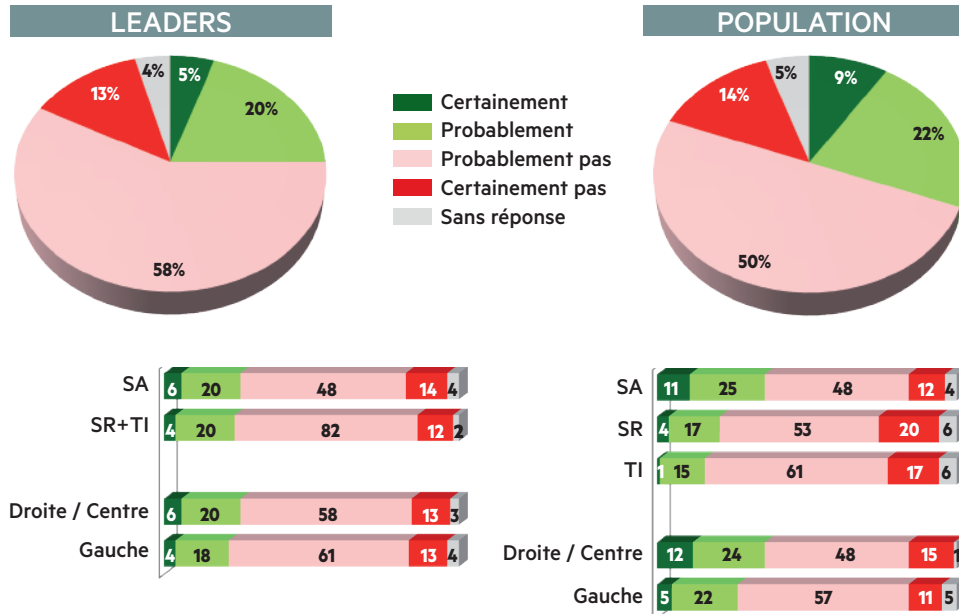


Si la tendance politique n'influence guère les réponses au sein de la population, il en va tout autrement chez les leaders où la droite place très clairement en tête le vieillissement de la population alors que la gauche mentionne principalement les entreprises pharmaceutiques, à égalité avec les progrès de la médecine; ces derniers prennent la deuxième place du côté de la droite, les deux camps se rejoignant donc sur ce point ainsi que sur le rôle également important, selon eux, du système hospitalier.

Le désaccord est également important à propos des assurances maladie, un tiers des leaders de gauche les incriminant, contre moitié moins à droite. Enfin, les assurés sont surtout mis en cause par les leaders de droite: 31% les placent dans le trio de tête, contre 17% à gauche.



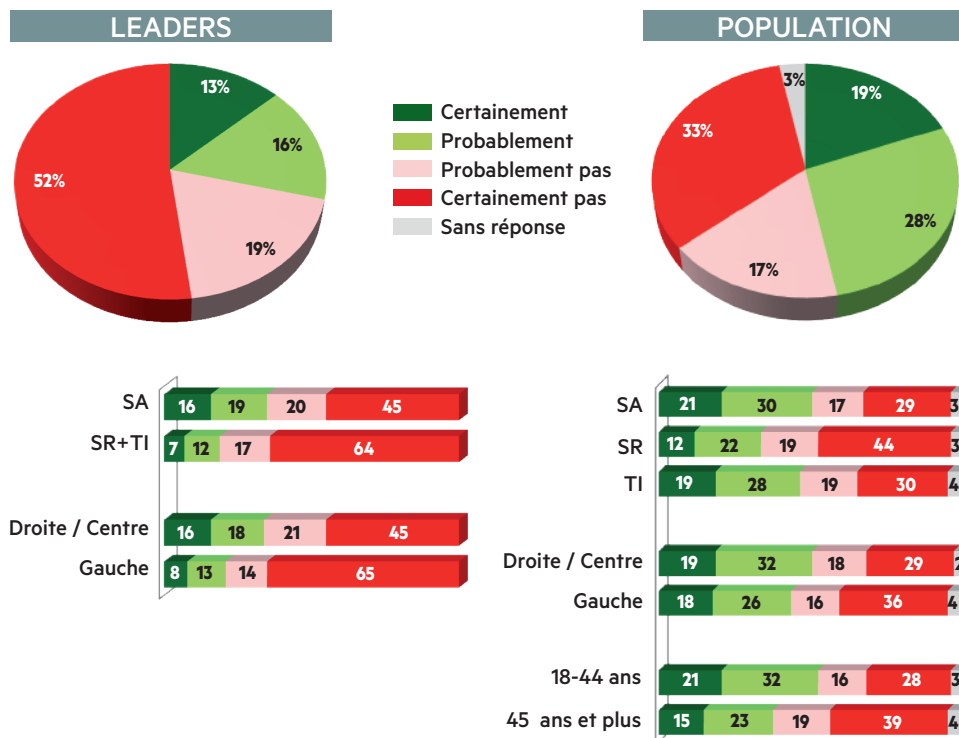
A moyen terme (cinq-dix ans), pensez-vous que l'on arrivera, en Suisse, à réduire les coûts de la santé ou, au moins, à éviter qu'ils n'augmentent chaque année de manière conséquente?



Le moins que l'on puisse dire est que l'optimisme n'est pas du tout de mise en ce qui concerne le frein à l'augmentation des coûts de la santé: près des deux tiers de la population pensent qu'il ne sera pas possible de limiter cette augmentation, avis partagé par 7 leaders sur 10, qu'ils soient de droite ou de gauche et quelle que soit leur région linguistique! Dans la population, en revanche, les Latins sont particulièrement négatifs et les répondants de gauche un peu plus que ceux de droite ou du centre.

Malgré ces résultats guère encourageants, surtout de la part des leaders, les répondants foisonnent d'idées pour diminuer les coûts de la santé ou, au minimum, limiter leur augmentation, idées en général très fortement influencées par leur tendance politique. Spontanément, deux réponses ressortent particulièrement au sein de la population, quelles que soient la région ou la tendance politique, à savoir baisser le coût des médicaments (24%) et changer le comportement des assurés, les responsabiliser (15%). Ce dernier avis est partagé par 10% des leaders, principalement de droite, leaders qui sont également 11% à estimer que le prix des médicaments devrait baisser et 8%, surtout de droite également, à mentionner qu'il faudrait moins d'hôpitaux et des franchises plus élevées. A gauche, on mentionne plus volontiers la nécessité d'une caisse unique pour la LAMaL.

Pour pouvoir bénéficier de primes d'assurance maladie plus basses, on pourrait imaginer devoir porter un bracelet connecté couplé à une application mesurant l'activité physique. Les assureurs auraient accès aux informations enregistrées et le montant de votre prime serait fixé en fonction de ces données. Vous-même, seriez-vous disposé à porter un tel bracelet?

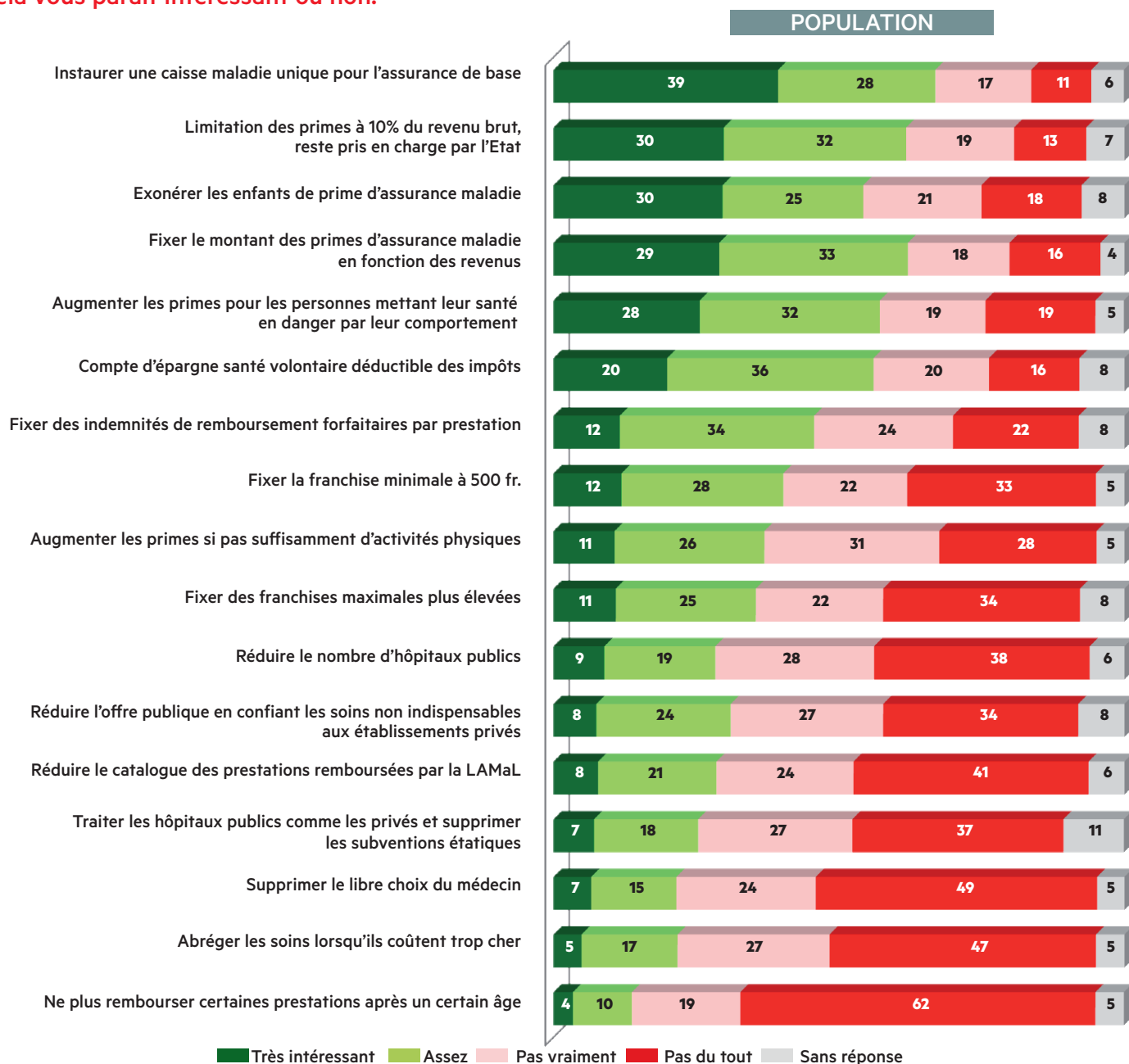


En lien, dans une certaine mesure avec le chapitre suivant relatif à la médecine personnalisée, nous avons demandé aux répondants s'ils seraient prêts à porter un bracelet connecté permettant de mesurer leur activité physique et de déterminer à partir des données enregistrées le montant de la prime maladie. Il en résulte que près de la moitié de la population serait disposée à le faire, proportion importante même si, à l'opposé, un tiers y serait formellement opposé. Chez les leaders, cette idée ne passe pas du tout la rampe, une moitié étant clairement contre alors que seuls 13% le feraient certainement.

Au niveau des régions linguistiques, les Romands se révèlent beaucoup plus méfiants que les autres et sont près de deux tiers à être opposés au bracelet connecté, contre un peu moins de la moitié dans les deux autres régions. En outre, la population de gauche est également plus nombreuse que celle de droite à ne pas vouloir porter un tel bracelet, différence que l'on constate également chez les leaders mais de façon nettement plus marquée. Enfin, une petite majorité des 18-44 ans porterait probablement ou certainement ce bracelet, leurs aînés étant en revanche clairement contre.



Voici quelques idées que l'on entend parfois pour réduire les coûts de la santé en Suisse. Veuillez indiquer si cela vous paraît intéressant ou non.



Les répondants ont ensuite évalué toute une série d'idées ayant pour but de réduire les coûts de la santé en Suisse et la population se révèle actuellement particulièrement favorable à l'instauration d'une caisse maladie unique: les deux tiers s'expriment ainsi, une grande partie étant même convaincue, et ce dans toutes les régions linguistiques. La dernière votation sur ce thème ayant donné 61,9% de non à une caisse unique, il semblerait que l'idée tende désormais à s'imposer petit à petit au sein de la population, surtout en Suisse alémanique alors que plusieurs cantons Romands avaient alors déjà accepté cette caisse unique.

Derrière, une majorité se déclare également favorable à la limitation des primes d'assurance à 10% du revenu brut (le reste étant pris en charge par l'Etat), à l'exonération de primes d'assurance maladie pour les enfants, aux primes en fonction du revenu, à l'augmentation des primes pour les personnes mettant leur santé en danger et au

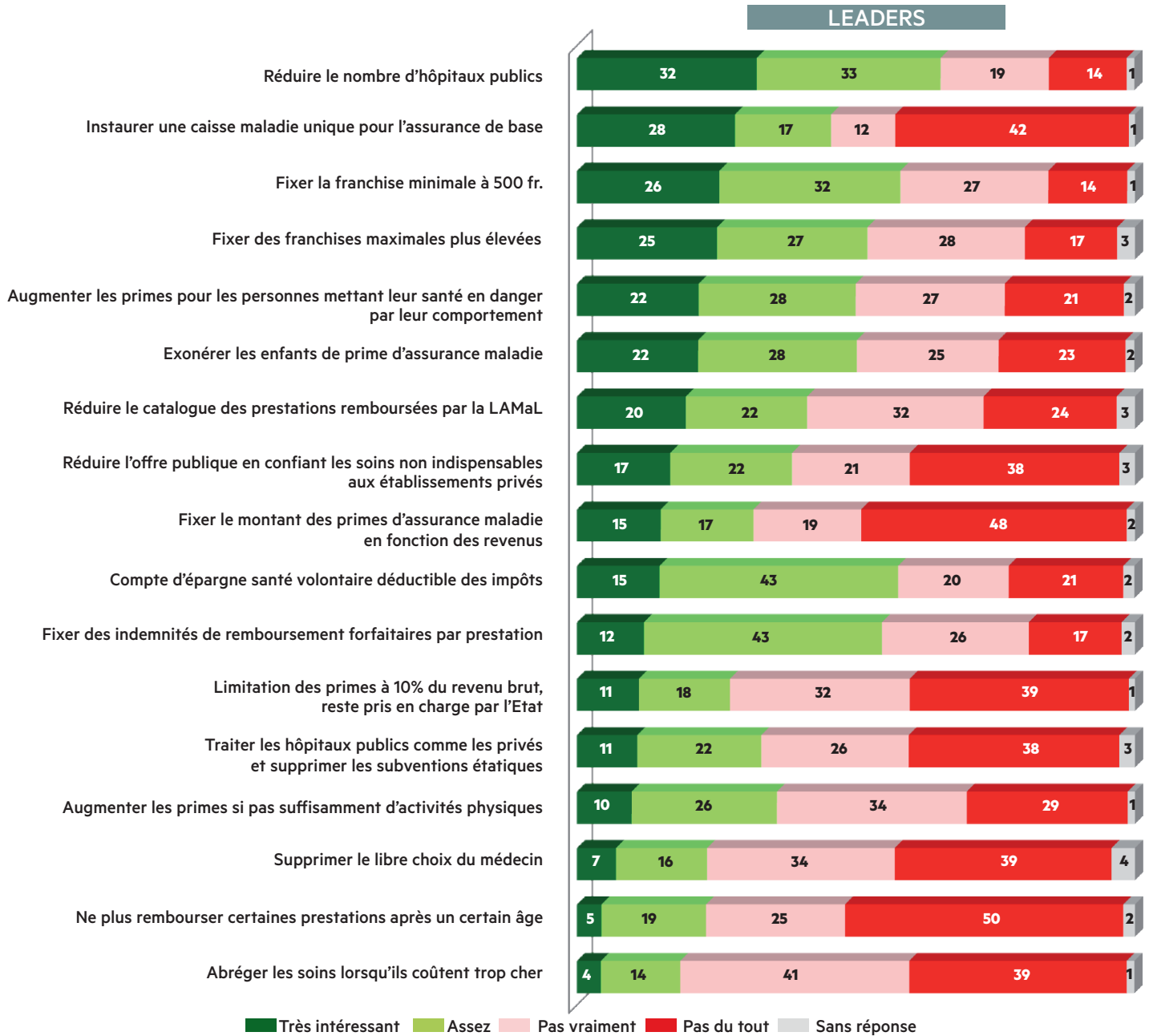
compte d'épargne santé volontaire déductible des impôts. Cependant, ce dernier point ne convainc que 20% des répondants contre 26 à 30% pour les propositions précédentes.

Ces propositions sont accueillies de manière similaire dans les trois régions linguistiques, sauf celle relative aux primes plus élevées pour les personnes mettant leur santé en danger, qui plaît un peu moins aux Romands.

Toutes les autres propositions ne passent actuellement pas la rampe auprès de la population, quelles que soient la région linguistique ou la tendance politique, qui plus est avec une proportion importante à chaque fois de répondants tout à fait opposés. C'est principalement le cas à propos du non-remboursement de certaines prestations après un certain âge, de l'idée d'abréger les soins lorsqu'ils coûtent trop cher ainsi que de la suppression du libre choix du médecin.



Voici quelques idées que l'on entend parfois pour réduire les coûts de la santé en Suisse. Veuillez indiquer si cela vous paraît intéressant ou non.



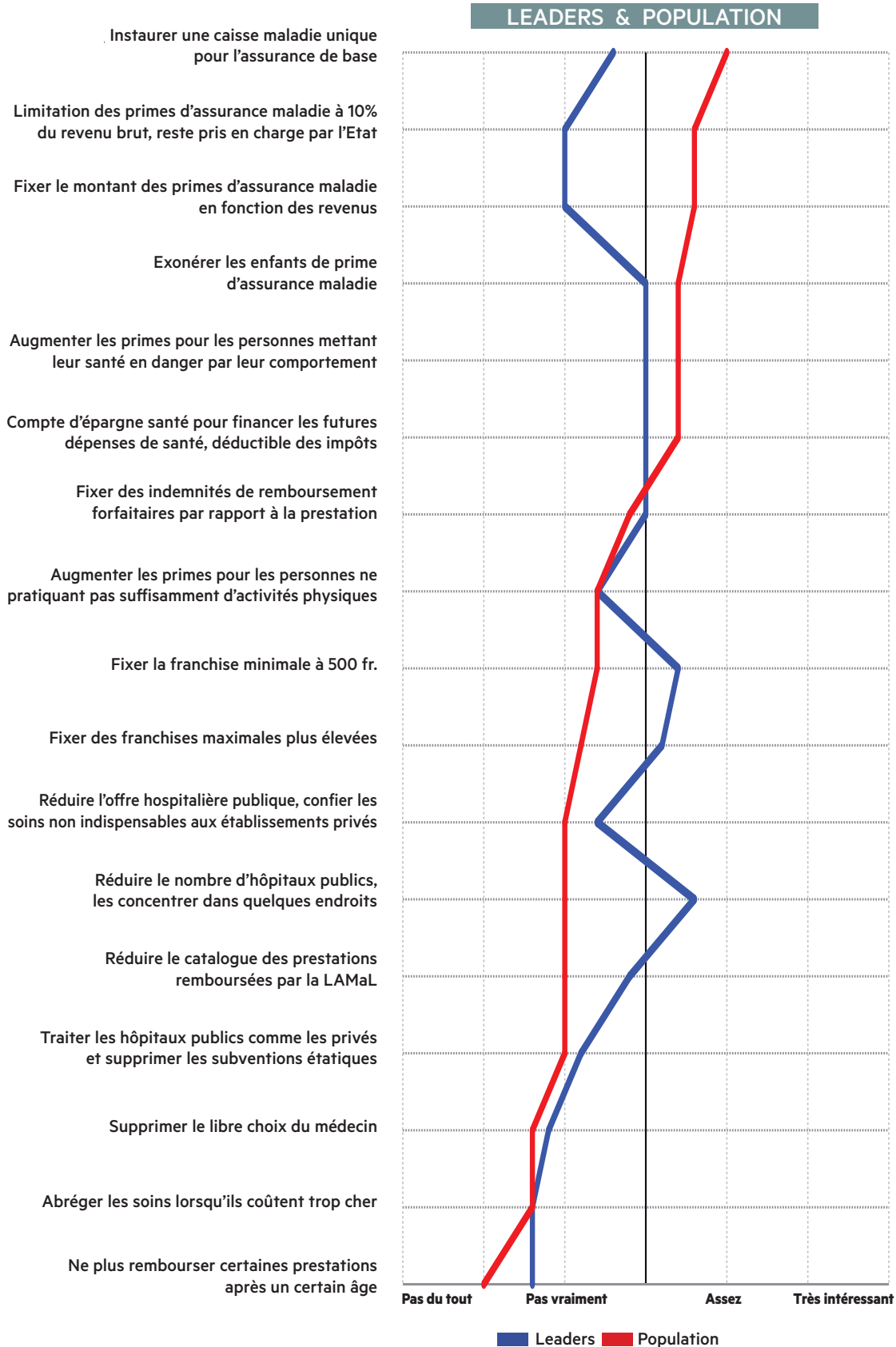
Chez les leaders, les résultats indiquent clairement la complexité du problème et la difficulté à réunir des majorités sur ce thème, la plupart des propositions plaisant soit à la droite, soit à la gauche, mais pas aux deux (contrairement à la population au sein de laquelle les différences d'opinion se sont révélées minimales en fonction de la tendance politique), comme nous le verrons aux pages suivantes.

Ainsi, globalement, quatre idées obtiennent une majorité assez nette d'avis favorables, à savoir réduire le nombre d'hôpitaux publics, fixer la franchise minimale à 500 francs, mettre sur pied des comptes d'épargne santé volontaires déductibles des impôts et fixer des indemnités de remboursement forfaitaires par prestation, ces deux dernières propositions ne recueillant cependant que peu d'avis clairement positifs.

D'autre part, les leaders sont clairement divisés sur trois propositions: fixer des franchises maximales plus élevées, augmenter les primes pour les personnes mettant leur santé en danger et exonérer les enfants de primes d'assurance maladie. Derrière, non seulement les avis négatifs sont plus nombreux, mais la proportion de répondants tout à fait opposés est à chaque fois très importante, tout particulièrement à propos de l'idée de ne plus rembourser certaines prestations après un certain âge et de celle visant à fixer le montant des primes d'assurance en fonction du revenu.



Voici quelques idées que l'on entend parfois pour réduire les coûts de la santé en Suisse. Cela vous paraît-il intéressant ou non?

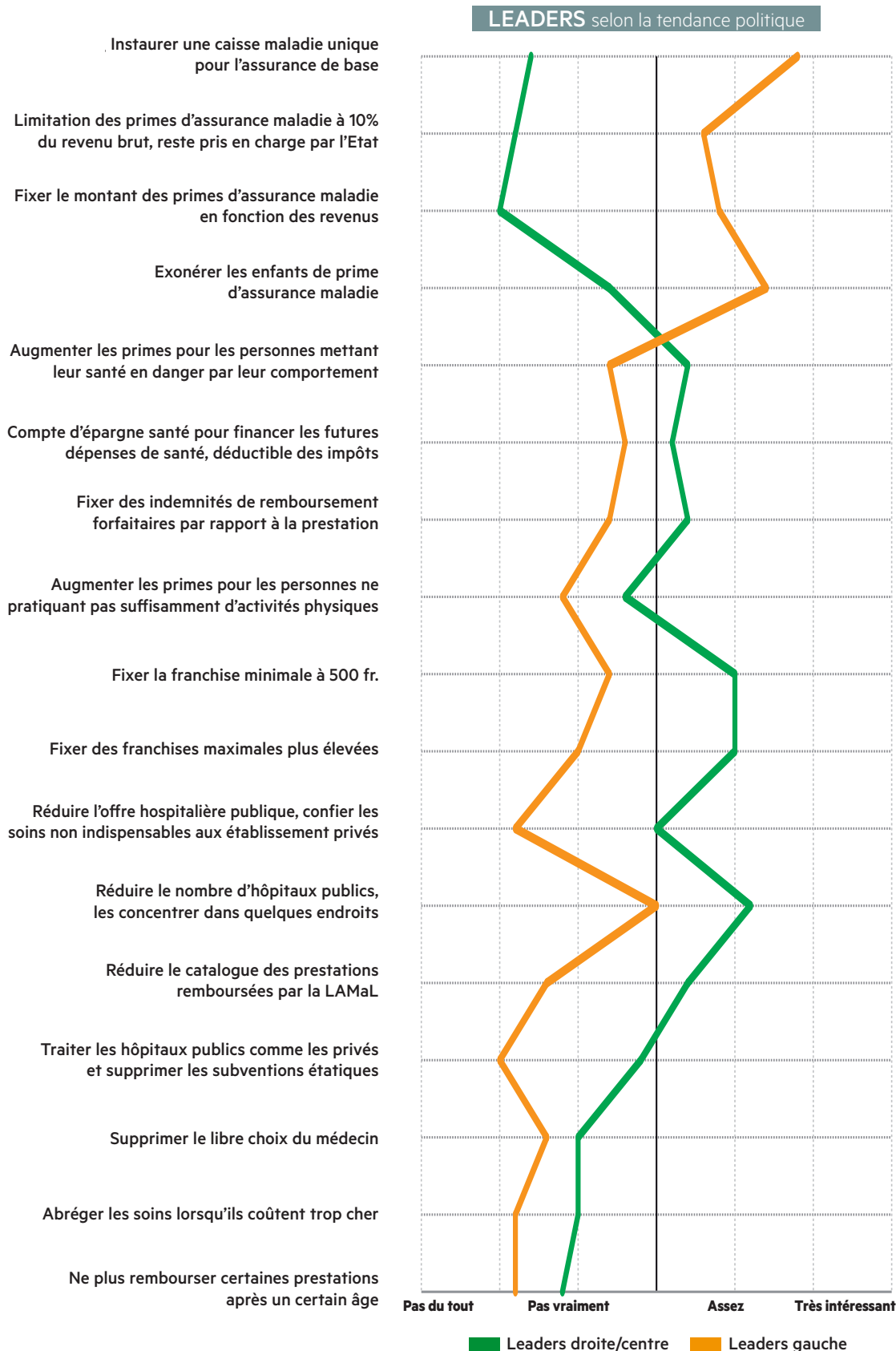


Le graphique ci-contre permet de constater que la population et les leaders ne sont que rarement sur la même longueur d'onde. Ainsi, seules trois propositions recueillent une majorité dans les deux groupes: l'exonération de prime pour les enfants, l'augmentation des primes pour les personnes mettant leur santé en danger et l'instauration de comptes d'épargne santé.

En revanche, population et leaders s'opposent clairement à propos de la caisse unique, de la limitation des primes à 10% du revenu, des primes en fonction du revenu et de la réduction du nombre d'hôpitaux publics. C'est également le cas, mais de façon un peu moins marquée, concernant la franchise minimale à 500 francs, les franchises maximales plus élevées ainsi que la réduction du catalogue de prestations remboursées par la LAMaL.



Voici quelques idées que l'on entend parfois pour réduire les coûts de la santé en Suisse. Cela vous paraît-il intéressant ou non?



Comme mentionné précédemment, chez les leaders, la droite et la gauche s'opposent fortement sur une grande partie des propositions à évaluer. C'est ainsi particulièrement le cas concernant les quatre idées qui plaisent le plus au grand public, à savoir la caisse maladie unique, les primes limitées à 10% du revenu ou fixées en fonction du revenu, ainsi que l'exonération de prime d'assurance pour les enfants. En l'occurrence, les leaders de gauche sont clairement favorables (ce sont d'ailleurs les seules propositions qui obtiennent une majorité d'avis positifs chez eux) et ceux de droite fortement opposés.

C'est en revanche le contraire à propos de la franchise minimale à 500 francs et des franchises maximales plus élevées, deux idées qui plaisent passablement à droite mais pas vraiment à gauche.

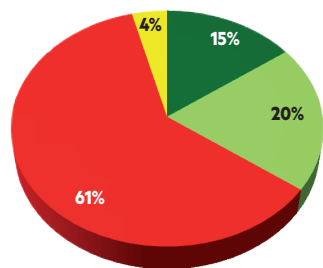
Sinon, l'écart est important également concernant la réduction du catalogue des prestations remboursées par la LAMaL et le fait de traiter les hôpitaux publics comme les privés; mais si ces deux propositions ne plaisent pas du tout à la gauche, la droite se révèle également assez peu enthousiaste.

Pour clôturer ce chapitre, notons encore que les leaders s'expriment globalement de la même manière dans toutes les régions linguistiques et que lorsque des différences apparaissent, elles sont toujours fortement corrélées avec la tendance politique.



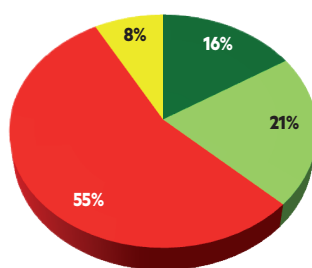
Avez-vous installé une ou plusieurs applications liées à la santé sur votre smartphone?

LEADERS



- Oui et je les utilise régulièrement
- Oui mais je ne les utilise que très rarement ou jamais
- Non
- Pas de smartphone

POPULATION

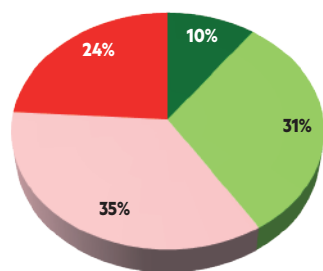


Contrairement à ce que l'on pourrait penser, seule une minorité, chez les leaders et dans la population, a installé au moins une application liée à la santé sur son smartphone; qui plus est, plus de la moitié de cette minorité n'utilise que rarement ou jamais cette ou ces applications.

Logiquement, les plus jeunes au sein de la population sont un peu plus adeptes des applications de santé, mais on est tout de même encore loin du tout connecté concernant la santé.

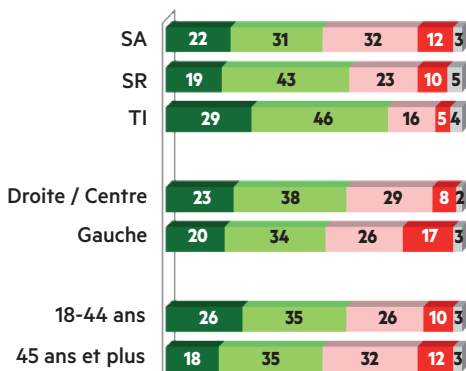
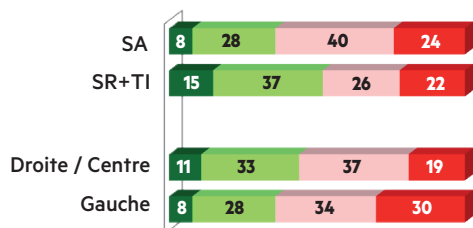
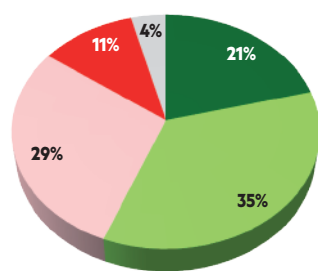
De manière générale, aimeriez-vous connaître vos risques génétiques liés à des maladies?

LEADERS



- Certainement
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Certainement pas
- Sans réponse

POPULATION



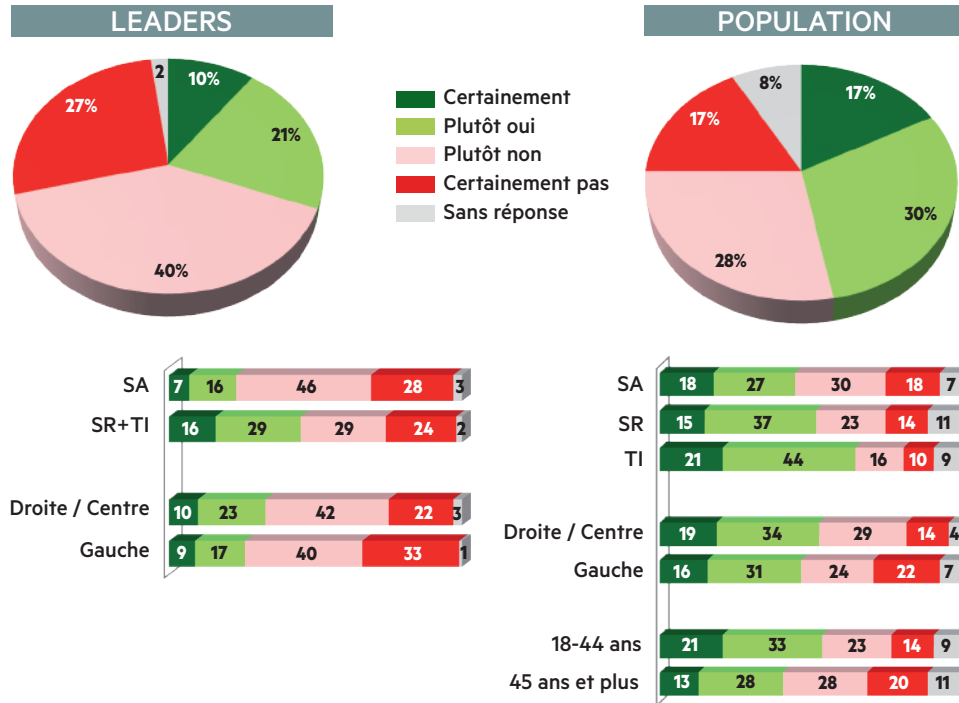
Posée de manière abrupte, cette question aboutit au fait que près de 60% de la population aimerait connaître ses risques génétiques liées à des maladies, mais seuls 21% en sont convaincus, ce qui laisse encore une marge importante d'incertitude.

Chez les leaders, on est nettement moins intéressé par le fait de connaître ses risques génétiques puisque 41% y sont favorables (seuls 10% le sont tout à fait) contre 24% de totalement opposés.

Dans le détail, les Latins, plus particulièrement les Tessinois, se révèlent un peu plus intéressés, tout comme les moins de 45 ans et les répondants de droite, tant au sein de la population que chez les leaders.



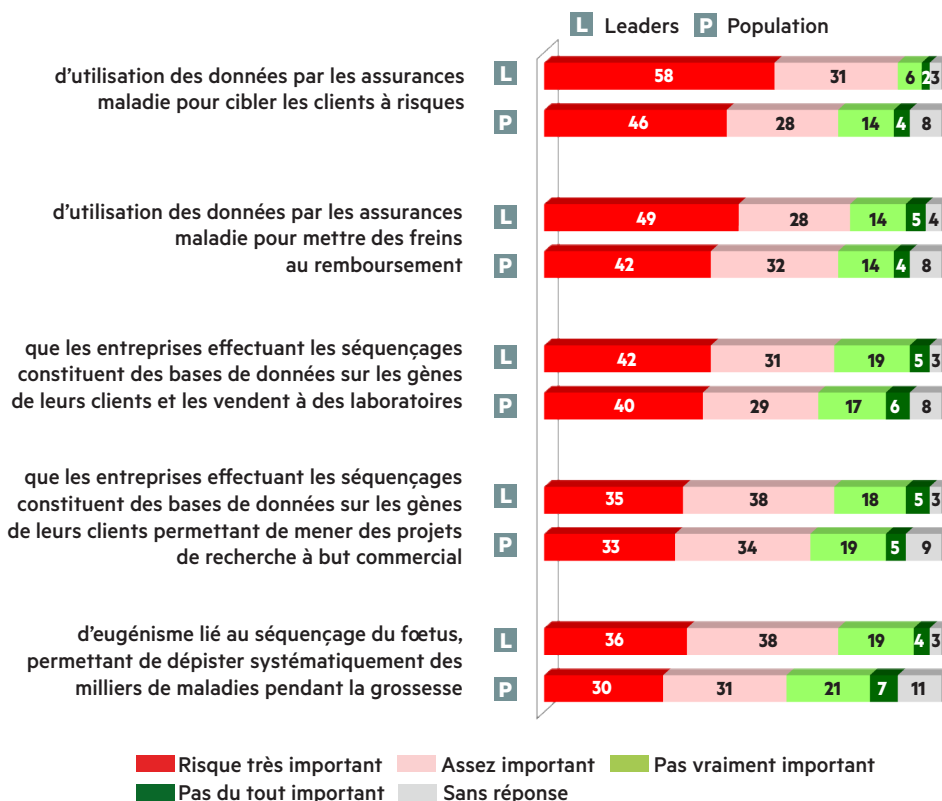
Le génome humain est constitué de l'ensemble de l'information portée par l'ADN. Le séquençage est la lecture de la succession des lettres qui constituent le génome et peut être réalisé pour des individus ou des fœtus. Vous-même, aimeriez-vous pouvoir faire séquençer votre génome?



En ce qui concerne le séquençage du génome, on obtient des résultats logiquement assez similaires à ceux de la question précédente avec une population très partagée: une moitié répond par l'affirmative et une autre par la négative, avec dans chaque camp 17% de répondants convaincus. De leur côté, les leaders répondent principalement par la négative, un quart y étant même complètement opposé.

On retrouve les mêmes différences socio-démographiques que précédemment, à savoir des Latins plus intéressés, tout comme les moins de 45 ans et les répondants de droite.

Le séquençage du génome et la détention des données génétiques présentent certains risques de dérives. Dans quelle mesure pensez-vous qu'il y a un risque...?



Les répondants ont ensuite dû évaluer quelques risques de dérives liés au séquençage du génome, ce qui révèle une très grande inquiétude de la population et des leaders, chaque risque étant considéré comme important par au minimum deux tiers des répondants avec, en outre, une proportion toujours très forte de personnes très inquiètes.

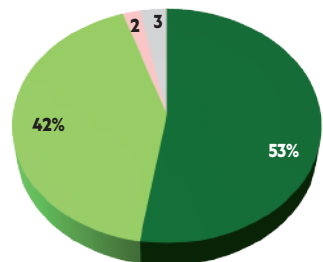
Deux risques sont jugés particulièrement importants, surtout chez les leaders avec 49 à 58% de répondants très affirmatifs, à savoir les risques d'utilisation des données par les assurances maladie pour cibler les clients à risques ou pour mettre des freins au remboursement. A noter que dans la population, si tout le monde s'inquiète de cette éventualité, c'est tout de même un peu moins le cas des personnes qui ont déclaré précédemment qu'elles accepteraient probablement ou certainement de porter un bracelet enregistrant des données liées à leur activité physique pour payer des primes moins élevées.

L'unanimité est totale vis-à-vis des différents risques évoqués en fonction de la région linguistique ou de la tendance politique, que ce soit chez les leaders ou dans le grand public. Par contre, de manière générale, plus les répondants sont âgés au sein de la population et plus ils sont inquiets. En outre, les personnes ayant déclaré à la question précédente qu'elles ne voudraient pas faire séquençer leur génome sont également les plus préoccupées.

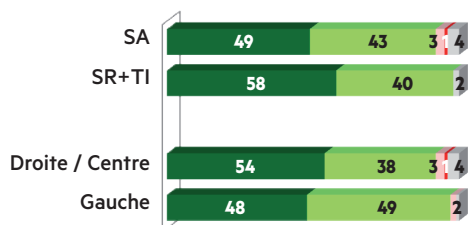


La technologie médicale est l'un des secteurs affichant la croissance la plus rapide et le plus haut degré d'innovation de l'économie suisse. Pensez-vous que le développement des technologies médicales en Suisse romande, et plus généralement en Suisse, sera toujours un moteur du développement économique pour les cinq à dix prochaines années?

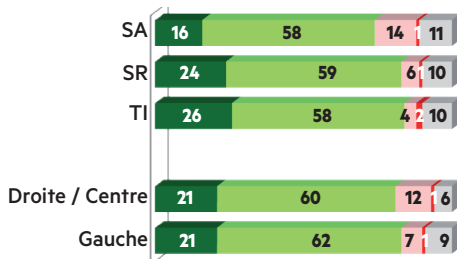
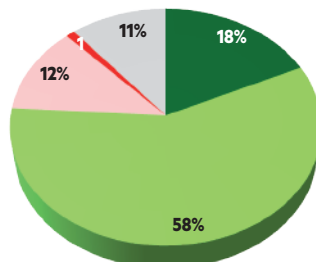
LEADERS



- Certainement
- Probablement
- Probablement pas
- Sans réponse



POPULATION



L'optimisme est clairement de mise quant au développement des technologies médicales en Suisse, la quasi-totalité des leaders considérant que ce secteur sera toujours un moteur du développement économique pour les cinq à dix prochaines années, avis partagé par les trois quarts de la population (86% si l'on ne tient compte que des personnes qui s'expriment). En outre, la moitié des leaders en est convaincue, la population étant un peu plus mesurée, probablement en raison d'une moins bonne vue d'ensemble.

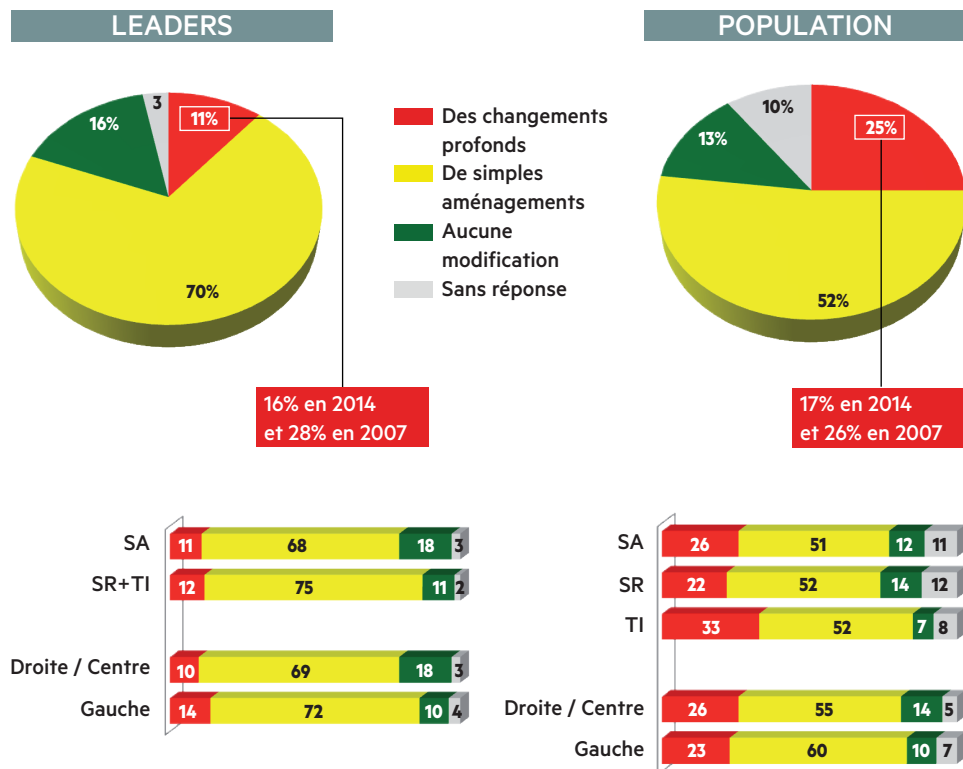
Il faut encore souligner que cet optimisme est affiché par tous les sous-groupes qui s'expriment presque exactement de la même manière, que ce soit au sein de la population ou chez les leaders.

«La prévention est un élément fondamental de la médecine, notamment pour réduire les coûts, mais elle est encore négligée car elle ne rapporte pas assez à court terme»

PAROLE DE LEADER



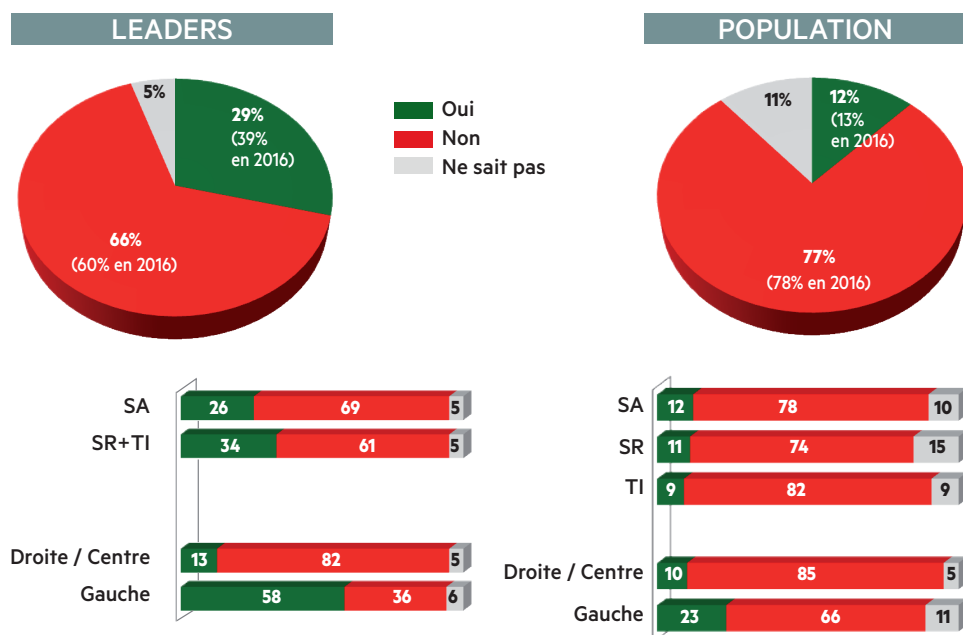
Le système politique suisse appelle-t-il à votre avis...?



Depuis près de vingt ans que nous posons la question, le besoin de réforme profonde s'est atténué chaque année: de 45% des leaders et de 33% de la population en 1999, il est descendu à, respectivement, 16% et 17% en 2014. Cependant, si chez les leaders la tendance est restée la même avec 11% cette année, elle s'inverse dans la population pour retrouver son niveau de 2007. Rien de véritablement inquiétant, mais c'est un signe tout de même que l'état d'esprit au sein de la population n'est plus complètement au beau fixe, comme Sophia l'avait déjà pressenti l'an dernier.

En outre, si les plus jeunes restent les moins nombreux à considérer que le système politique suisse appelle des changements profonds, ils sont cette année 22% à le penser contre 12% en 2014, leurs aînés s'exprimant en revanche de manière assez similaire. Enfin, tout comme il y a trois ans, c'est au Tessin que la demande de réforme est la plus forte, qui plus est en légère hausse par rapport à 2014.

Concernant l'Union européenne, indépendamment de la poursuite ou non de la voie bilatérale, pensez-vous que la Suisse devrait envisager d'y adhérer?

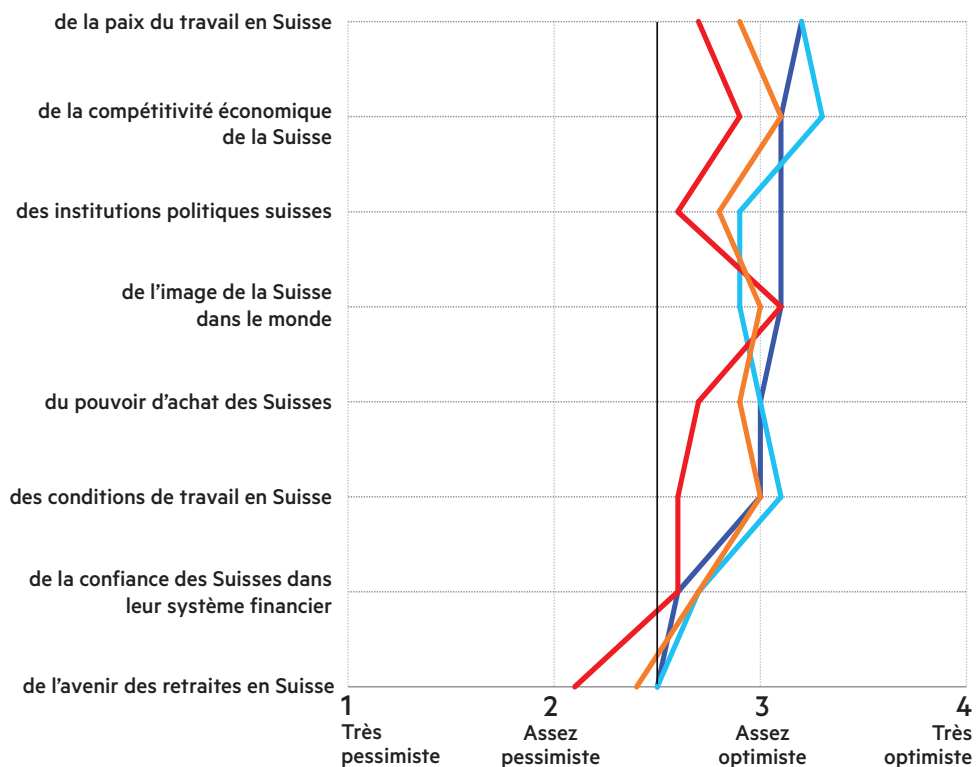


Sophia 2016 a montré l'attachement des Suisses aux accords bilatéraux et le rejet de l'idée d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne, ce que Sophia 2017 confirme encore une fois avec une population qui s'exprime exactement de la même manière qu'il y a un an et des leaders encore moins nombreux à considérer que la Suisse devrait envisager d'adhérer à l'Union européenne.

Si les leaders latins sont toujours un peu plus positifs que les alémaniques vis-à-vis de l'UE, il n'en est rien au sein de la population où toutes les régions s'expriment de la même manière, tout comme les différentes tranches d'âges. Par contre, les répondants de gauche se démarquent fortement des autres mais surtout chez les leaders avec 58% d'avis favorables à l'UE au sein de la gauche contre seulement 13% pour la droite. Dans la population, le différentiel n'est que de 23% contre 10%, le fossé constaté entre les leaders de gauche et leurs troupes étant toujours important, même s'il s'est tout de même fortement réduit cette année.



Diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution, en Suisse, pour les cinq prochaines années...



Leaders et population s'expriment ici globalement comme en 2016; le constat est donc le même avec une population en net retrait par rapport à ses réponses de 2011 ainsi que par rapport à celles des leaders, sauf en ce qui concerne l'image de la Suisse pour laquelle les deux groupes se rejoignent et s'expriment comme en 2011.

Ainsi, Sophia 2017 confirme que les craintes de la population se sont accentuées depuis le début de la décennie, tout particulièrement concernant les conditions de travail et l'avenir des retraites, ces dernières suscitant encore une fois beaucoup d'inquiétude. A voir si la population acceptera en septembre la réforme des retraites proposée par le conseiller fédéral Alain Berset et, dans l'affirmative, si elle se révélera un peu plus optimiste l'an prochain.

Pour conclure, soulignons que dans la population, c'est toujours au Tessin que les inquiétudes sont les plus prononcées alors que les Alémaniques sont les plus optimistes, tout comme, heureusement, les répondants les plus jeunes.

«Les institutions politiques sont mises à mal par le populisme. Jusqu'à quand le système suisse pourra-t-il le supporter?»

PAROLE DE LEADER



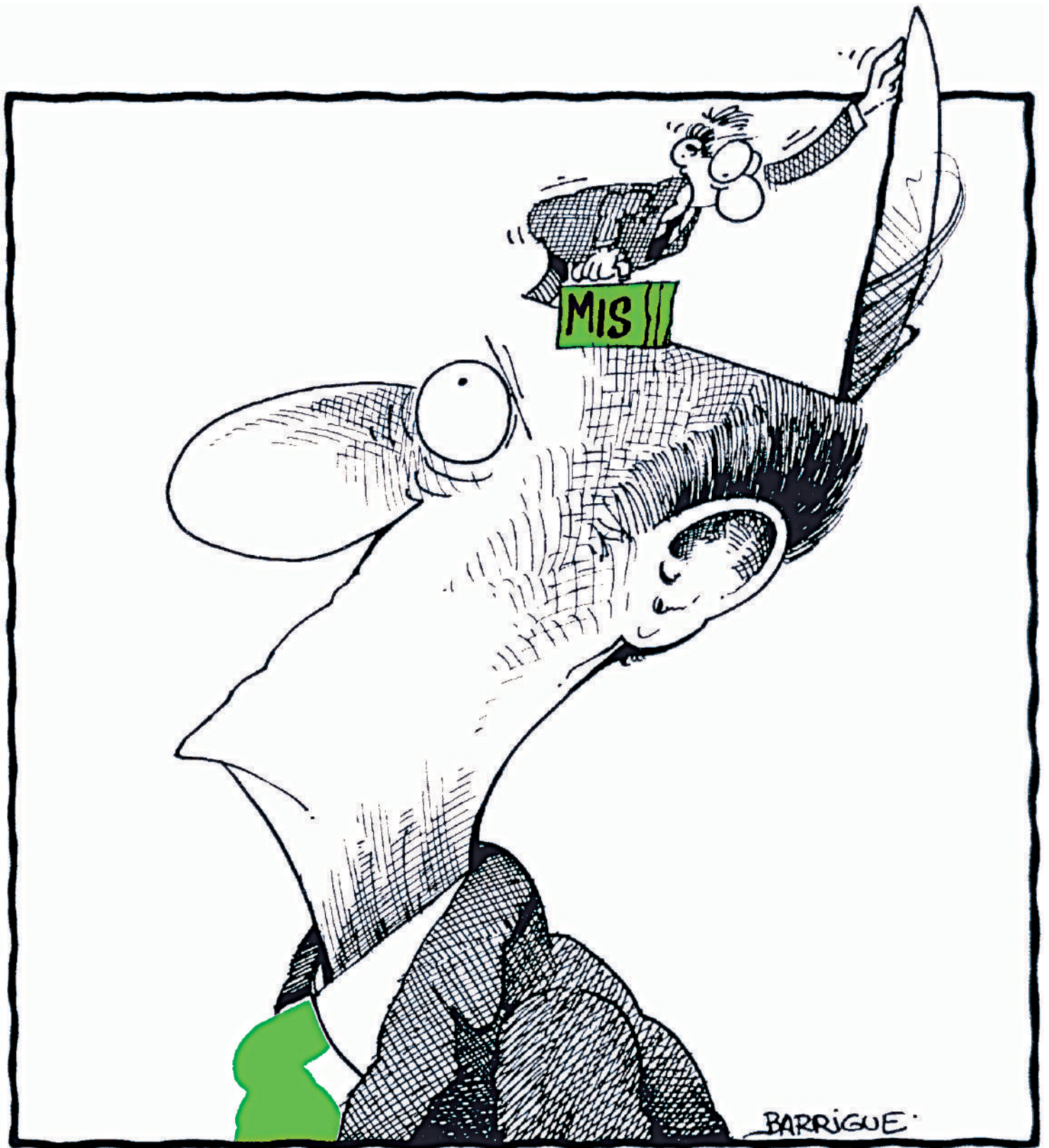
ÉPOQUE
SENS
VOYAGE
MODE
SAVEURS
GEEK
CORPS
EGO



UN TEMPS POUR SOI
T, LE NOUVEAU MAGAZINE LIFESTYLE
QUI ÉVEILLE VOS INSPIRATIONS.

Ce magazine est offert avec Le Temps Week-end.
Aussi en version numérique sur www.letemps.ch/t

LE TEMPS



M.I.S
TREND

- ÉQUIPE DE CHERCHEURS ENGAGÉS
- MAÎTRISE DES MÉTHODOLOGIES
- CRÉATIVITÉ DES QUESTIONNAIRES
- QUALITÉ SCRUPLEUSE DES ÉCHANTILLONS
- RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

M.I.S. Trend SA
Institut de recherches
économiques et sociales
Pont Bessières 3, 1005 Lausanne
Laupenstrasse 10, 3008 Bern
021 320 95 03 (T),
021 312 88 46 (F)
info@mistrend.ch
www.mistrend.ch